

Café géographique à Toulouse le 27 Mai 2008

L'INVENTION DE LA GEOGRAPHIE

Jean-Marc PINET, agrégé de géographie, fut longtemps professeur en classes préparatoires aux grandes écoles. Depuis neuf ans, il est l'un des animateurs des "Cafés géographiques à Toulouse" dont c'est aujourd'hui la 75^e séance.

Non pas l'histoire ou l'origine de la Géographie, tournées vers le passé, mais une question pour introduire un débat : **Qui, des géographes et des sociétés, qui invente la géographie ?**

Quelques personnalités de génie ont un sens aigu de l'observation des mutations du monde contemporain, anticipent les grandes questions de société à venir et jalonnent ainsi la mise en place de la géographie. Mais, confrontées sans recul aux problèmes du moment, elles sont particulièrement sensibles aux idéologies de la société de leur temps, qui façonnent les mentalités - y compris la leur.

Une discipline scientifique, quelle qu'elle soit, est inséparable de la société qui se construit et où elle se construit, et les savants eux-mêmes croient souvent, en élaborant la première, déconstruire la seconde alors qu'il en sont inéluctablement tributaires. Un rapport obligé entre idéologie sociale et discipline scientifique traverse toute recherche. C'est ce rapport que l'on voudrait interroger ici entre société et géographie en France.

A quelles demandes sociales, à quels cycles idéologiques correspondent les étapes de la géographie depuis que la Révolution française a supprimé les anciens "arts libéraux" pour introduire de nouveaux savoirs universitaires ? Sous un régime républicain solidement établi en France après 1870, quel fut le rôle des pouvoirs publics dans la recherche universitaire et dans l'implication professionnelle des géographes ? Selon quelles modalités temporelles se sont mises en place les scansions d'une discipline scientifique établie tardivement à la fin du XIX^e siècle, florissante au début du XX^e siècle dans un monde aujourd'hui révolu, institutionnalisée et sclérosée ensuite pendant les Trente Glorieuses, jusqu'à ce qu'éclate la crise sociale et scientifique des années 1970 qui débouche sur de nouvelles problématiques ?

1800-1900 : Naissance d'une discipline

La Révolution et l'Empire créent l'Université moderne (1806), suppriment les anciens "Arts libéraux" (Trivium, Quadrivium) et introduisent de nouveaux savoirs parmi lesquels la Géographie se dégage encore peu de l'héritage du XVIII^e s. et des autres disciplines :

- La Géographie se distingue mal des Sciences Naturelles et de l'Histoire (1812 : création d'une chaire de "géographie historique" à l'Université) : ambivalence qui l'a marquée pendant près de deux siècles (géographie physique / géographie humaine).
- La 1^o Géographie Universelle (Malte-Brun, 1810-1817) est encore dans l'esprit des Encyclopédistes du XVIII^e s. : une description aussi exhaustive que possible du monde connu plus qu'une réflexion scientifique.
- La première Société de géographie est fondée à Paris en 1821 (à Toulouse en 1882), sur le modèle des sociétés savantes du XVIII^e s.. Hors Université, elles rassemblent

des érudits bénévoles qui s'engagent dans la société de leur temps en tant qu'experts en matière de colonisation et de commerce extérieur.

Les années 1870 : une idéologie républicaine, nationaliste et coloniale

- L'établissement définitif de la République (1875) coïncide avec la naissance de la Géographie : la lutte contre l'ancien régime et le catholicisme, l'héritage du siècle des Lumières et de la Révolution donnent la tonalité idéologique de la nouvelle discipline.
- L'école de la République (Jules Ferry, 1881-82) affecte à l'enseignement en général et à la Géographie la tâche de former des citoyens de la République française, et non plus des sujets du monarque (rois ou empereurs).
- Par citoyens, on entend alors l'ensemble des individus, sans distinction de religion, d'origine géographique, de race ou de sexe, qui accepte de faire partie de la nation. La défaite de Sedan (1870) et l'annexion de l'Alsace-Lorraine par le nouveau Reich posent la question, à la fois idéologique et géographique, du territoire national.
- La colonisation française (Jules Ferry fut aussi ministre des colonies) et les rivalités coloniales (notamment avec le Royaume Uni) sont au cœur de la conception du monde de la société et de la géographie à la fin du XIX^e s. C'est la mondialisation, au sens de F. Braudel : l'empire colonial "fait monde" à lui seul, sans avoir pour autant une dimension planétaire.
- Le dernier continent, l'Antarctique, est exploré en 1911 : l'écriture du monde est désormais du ressort de la fiction (Jules Verne, 1828-1905) et de la géographie (Elisée Reclus, 1830-1906).

1870-1900 : une discipline scolaire et universitaire

- A l'école primaire (cours moyen) : *Le Tour de France par 2 enfants* (G. Bruno, 1877) est à la fois un livre de lecture, un cours d'instruction civique et une leçon de géographie pour les élèves qui parcourent les régions françaises jusqu'à "la ligne bleue des Vosges" encore infranchissable.
- En 1885, la Géographie devient discipline universitaire autonome, émancipée de l'Histoire par l'intérêt qu'elle porte non aux grands hommes, mais aux gens ordinaires étudiés "sur le terrain" - ce qui agit en retour sur l'Histoire (*Les Annales*, 1929). Les Sociétés de Géographie s'effacent peu à peu derrière la discipline universitaire.
- La Géographie Universelle d'Elisée Reclus est ébauché dès 1868, publiée en 19 volumes (*La Terre et l'Homme*, 1876-1894), suivis par un ouvrage d'Histoire (*L'Homme et la Terre*, 1905-1908). "La Géographie n'est autre chose que l'Histoire dans l'Espace, de même que l'Histoire est la Géographie dans le Temps". L'auteur, s'intéresse le premier aux villes et aux ouvriers du capitalisme contemporain plus qu'à la campagne et aux paysans traditionnels ; mais, anarchiste et communard, condamné et exilé, il ne fera guère école.

1900-1945 : L'école française de géographie

Une idéologie reformulée : civisme, progrès et science.

- La politique volontariste de la III^e République est porteuse d'une idéologie dominante, à la fois positiviste et laïque, où la notion de progrès universel est censée conjindre raison et liberté dans la tradition des Lumières et de la Révolution française. Trois idées majeures sont associées :
- Le civisme républicain, à la fois national et colonial : tout citoyen français fait partie d'un Etat-Nation déjà construit et caractérisé géographiquement par sa capitale et ses

frontières qu'il faut retrouver et protéger ; mais aussi d'un Empire colonial dont la conquête est terminée et qu'il faut maintenant mettre en valeur. Nationalisme, patriotisme, voire chauvinisme, imprègnent l'idée du progrès de la civilisation.

- La promotion sociale est confiée à l'école : un tiers environ des élèves du primaire obtiennent le certificat d'études, une minorité le baccalauréat, une élite atteint l'Université. Le progrès social est réel mais sélectif, à l'image de la société.
- Le développement scientifique, autre forme de progrès indiscuté, est du ressort de l'Université : apparaît alors la figure particulière du "géographe", professeur et savant, et la figure collective de "l'école" française de géographie qui s'impose en Europe.

Une géographie de savants professeurs

- Les fondateurs de l'école géographique française : Vidal de la Blache (1845-1918) ou Emmanuel de Martonne (1873-1955) sont issus de la grande bourgeoisie et imprégnés de son idéologie de progrès sous toutes ses formes.
- Une des grandes problématiques vidaliennes repose sur l'influence réciproque de la Nature et de l'Homme, au risque de tomber dans une forme de déterminisme où la première s'impose au second : "C'est une condition de clarté que de chercher dans les conditions physiques les raisons de la répartition des habitants et de la position des villes" (1895, *Atlas général*). Quelques exemples : la théorie des frontières naturelles (qui fait du Rhin à l'Est et au Nord de la France la limite "naturelle" de la nation et justifie la récupération de l'Alsace-Lorraine) ou la géographie coloniale qui attribue l'infériorité supposée des indigènes au climat chaud et humide qui engendre la paresse.
- Autre problématique : la "combinaison" spécifique des facteurs physiques et humains qui définit la France en général et chaque région géographique, de dimension infranationale pour être à portée du géographe qui travaille "sur le terrain" à pied ou à vélo. Priorité donc aux recherches de géographie régionale, lancées par V. de la Blache (*Tableau de la géographie de la France*, 1903), fortement orientées sur les campagnes plus que les villes (de Demangeon : *La Picardie*, 1905, à Derruau : *La grande Limagne*, 1948). La "personnalité géographique de la France" (Vidal) s'efface devant la personnalité singulière de chaque combinaison régionale, au risque de ne pas pouvoir en tirer des lois scientifiques.
- En même temps, d'autres Géographies Universelles : Quillet (4 vol. 1923-1926), Vidal de la Blache/Gallois (23 volumes : 1927-1948), montrent le passage progressif de l'euro-péanisme colonial à la couverture même inégale du monde. Quillet consacrait encore 2 volumes sur 4 à la France et ses colonies, un à l'Europe et le 4^e au reste du monde. Mais Vidal étudie un monde désormais fini (Valéry : "Le temps du monde fini commence" 1931) et découpé en états-nations (cadre de référence à la fois idéologique et documentaire) : pas une géographie "universelle", mais une addition de synthèses nationales couvrant le monde.

Un engagement d'experts dans la société

- Le géographe intervient en tant qu'expert engagé dans la société française aux côtés des pouvoirs publics : Vidal propose dès 1910 un découpage régional fondé sur les capitales régionales qui préfigure la régionalisation actuelle. Raoul Blanchard fonde le Laboratoire de géographie alpine (1906) en relation avec les dirigeants de l'économie régionale. Maurice Pardé collabore avec la Compagnie d'Aménagement du Rhône dans les années 20. Pendant la 2^e G.M., le régime de Vichy met en place le premier essai de planification auquel participent les géographes (rapports sur la régionalisation, la décentralisation, l'équipement rural et urbain, la localisations des industries, l'organisation du territoire, qui seront repris après-guerre)

- Sur le plan politique, Vidal publie un plaidoyer géographique pour la réintégration des régions annexées (*La France de l'Est*, 1917). E. de Martonne participe aux travaux de la conférence sur la paix de Versailles pour le re-découpage national en Europe : une conception de la nation fondée non sur l'idée d'état-nation issue de la Révolution, mais sur la communauté de langue, de religion ou de coutumes (*cf.* Fichte) qui engendrera de nombreux conflits et déplacements de population dans l'Est (Allemagne/Pologne) et le Sud-Est (Grèce/Turquie) de l'Europe.
- Hors de France, la recherche est tournée vers les colonies (Maghreb, Afrique centrale, Tonkin, etc.). Mais on passe progressivement d'une géographie coloniale appliquée à l'expansion européenne à une géographie tropicale (Pierre Gourou, *"Les pays tropicaux"*, 1947) fortement déterministe quant au rapport Homme/Nature. Peu de recherches encore sur le reste du monde, l'Amérique du Nord ou la Russie notamment.

1945-1975 : Le tournant des Trente Glorieuses.

Une autre société :

- Une période exceptionnelle de croissance économique et démographique : le plan Marshall et le *baby-boom* mettent au second plan la question nationale, en même temps que commence la construction de l'Europe (traité de Rome, 1957). Le développement économique, la stabilité politique relative, les découvertes scientifiques, la conquête de l'espace et de l'atome renforcent encore l'idée de progrès.
- La décolonisation, pourtant difficile (Indochine, Algérie), entraîne un repli sur les problèmes de l'Hexagone. Et la vision du monde change radicalement : le découpage en empires coloniaux disparaît au profit d'un nouveau découpage en trois blocs - capitaliste, communiste et "tiers-monde" (Alfred Sauvy) figés par la guerre froide et dominés par deux grandes puissances (Etats-Unis et URSS) aux dépens de l'Europe.
- La promotion sociale par l'école, où augmente le nombre d'élèves, est assurée par une nouvelle génération d'enseignants : à l'Université, ils sont plus nombreux (20 professeurs de Géographie en 1939, 540 en 1972), issus de milieux plus populaires, moins élitistes, plus marqués à gauche, mais rigoureusement encadrés par une hiérarchie universitaire toute-puissante.

La sclérose de l'école française de géographie

- *L'establishment* choisit la reproduction à l'identique par la fonction enseignante, commencée dès l'entre-deux-guerres, aggravée par l'institutionnalisation de la discipline (création de l'agrégation de géographie en 1941) et par la pénurie d'enseignants dans le secondaire (*baby-boom*). Le cursus universitaire l'emporte peu à peu sur l'expertise géographique, aux dépens de celle-ci et au profit de l'Histoire.
- La Géographie se fragmente alors en sous-disciplines "adjectives" : géographie physique en premier (elle-même subdivisée en morphologie, climatologie, biogéographie, etc.) et géographie humaine en second (démographique, rurale, urbaine, tropicale, etc.), la "combinaison" étant censée se faire en géographie régionale, qui elle-même reproduit ces subdivisions et par là reste souvent figée dans le déterminisme naturel des origines de la géographie.
- La sclérose résulte de cette fragmentation en sous-disciplines devenues rivales et étrangères l'une à l'autre, de l'absence de renouvellement alors qu'apparaissent d'autres disciplines sociales novatrices comme la sociologie, l'urbanisme, la démographie, l'économie régionale, etc.. La géographie se présente alors comme la discipline de

"synthèse" de ces autres savoirs dits "auxiliaires", alors qu'elle est en réalité plus fragmentée que jamais et ne fait au mieux que les juxtaposer.

Une minorité de géographes impliqués dans la société

- Une géographie contestataire, parfois proche du marxisme (Pierre George) qui place souvent l'économie (et non plus la nature) au premier plan, au risque d'un nouveau déterminisme de type économique. *La géographie active* (George, Guglielmo, Kayser, Lacoste -1964) pose la question du rôle de la Géographie dans la société et propose d'orienter la recherche géographique vers la prospective (et pas seulement le présent) et l'élaboration de connaissances pratiques utilisables par les décideurs, sans toutefois engager directement les géographes.
- Une géographie réformatrice s'engage et participe à l'Aménagement du territoire: dès 1947, Jean-François Gravier, (*Paris et le désert français*), ou Michel Philipponneau (*Géographie et action*, 1960). La création de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, 1963) ouvre une décennie d'études géographiques, parfois hors université, sur le réseau urbain (Michel Rochefort) et les politiques d'action régionale. La croissance économique des 30 Glorieuses pose la question d'une meilleure répartition des richesses en France, question obsolète aujourd'hui...
- Contre la géographie tropicale, Yves Lacoste lance celle du sous-développement dès 1960 : les problèmes du Tiers-Monde ne tiennent plus seulement au climat, mais aux préjugés de la colonisation, à la subordination économique (même après la décolonisation en cours) ou à une croissance démographique brutale et incontrôlée.

La crise sociale et scientifique depuis 1975

Une société en crise

- Aux prémices de Mai 68 s'ajoutent une série de bouleversements majeurs et encore actuels : la désindustrialisation, le chômage de masse, les inégalités sociales, mais aussi les conséquences de la domination américaine, de la construction de l'Europe, de la chute de l'URSS ou du terrorisme.
- L'alternance politique droite-gauche (F. Mitterrand : 1981-1995) est une nouveauté qui permet de formuler les problèmes de société avec plus de pertinence, mais sans trouver pour autant des réponses adéquates à l'échelle nationale ou européenne.
- La mondialisation est le fait majeur qui affecte toutes les sociétés à toutes les échelles, du global au local, remettant en cause la notion même de nation comme référent principal : ainsi les sociétés transnationales ou le réchauffement climatique.

L'éclatement de la géographie

- Il ne s'agit plus de fragmentation, mais d'un foisonnement de recherches apparemment sans point commun et qui mettent en cause l'unité, voire l'existence de la discipline.
- La *new geography* anglo-saxonne introduit en France l'analyse spatiale quantitative, la modélisation grâce à l'informatique, la théorie des ensembles, la systémique, etc.
- La géographie du vécu (Armand Frémont) met en avant la perception individuelle et subjective de l'espace comme point de départ de la recherche géographique.
- La géographie culturelle (Paul Claval) met en avant la représentation que la société se fait de son espace : discours, construction intellectuelle, sentiment d'appartenance, religion, mythologie ...
- L'interdisciplinarité : au risque d'y perdre son identité, la Géographie se rapproche de plus en plus des autres sciences sociales. Sociologie, démographie, économie ne sont

plus considérées comme auxiliaires, mais comme partenaires au sein de laboratoires inter- ou trans- disciplinaires, travaillant sur des projets en relation avec les acteurs sociaux concernés hors de l'Université.

Nouvelles approches théoriques

- En créant la revue *L'espace géographique* (1972), Roger Brunet redéfinit la Géographie comme science des rapports de la société et de son espace, redonnant ainsi une unité apparente à la géographie, à nouveau mise en cause depuis 10 ans par les notions de réseaux, de lieux et de territoires.
- Avec sa revue "*Hérodote*" (1975) et son ouvrage "*La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*" (1973), Yves Lacoste réhabilite la géopolitique dénaturée par l'usage qu'en avait fait le nazisme. L'espace est pour lui un enjeu politique (et non plus seulement un cadre) entre acteurs sociaux (pas seulement les états).
- George Bertrand reprend la question fondatrice de la relation Homme/Nature, mais en intégrant celle-ci à la société grâce au concept de géosystème. Les géographes passent de la question de la nature à celle de l'environnement : ce n'est plus la nature qui conditionne la société, mais la société qui prend en charge la nature ainsi socialisée.
- La mondialisation prend une place centrale dans la recherche : la définition du "Système-Monde" (Olivier Dollfus) est en tête de la dernière Géographie Universelle dirigée par Roger Brunet à partir de 1990. La notion d'échelle géographique permet d'étudier un même problème en différenciant la globalisation planétaire, les systèmes internationaux, les dimensions nationales, régionales puis locales.

Nouvel engagement des géographes dans la société :

- L'aménagement du territoire n'est plus une priorité après les études et les mesures sur les petites villes puis les "pays". Mais les géographes participent aux programmes interdisciplinaires de recherches sur l'environnement et le développement durable dans les zones fragiles (littoraux, montagne, vallées fluviales, marais) par exemple.
- La décentralisation (lois Defferre, 1981) va de pair avec le lancement en 1983, autour de Roger Brunet à Montpellier, du programme R.E.C.L.U.S. (Réseau d'études des changements dans les localisations et les unités spatiales), au sein d'une structure mixte (le GIP, groupement d'intérêt public qui articule recherche et pouvoirs publics). Il propose une approche géographique informatisée et prospective en France mais aussi en Europe.

Conclusion

Ces problématiques contemporaines n'ont pas, comme les précédentes, le recul historique qui permettrait d'y démêler science et idéologie. En cours d'invention, elles portent forcément en elles le risque d'une confusion idéologique inséparable de la nécessité de la recherche scientifique. De plus, la Géographie s'articule aujourd'hui avec les autres sciences sociales dans une recherche devenue interdisciplinaire, tandis que la relation entre Université et entreprise tend vers une finalité opérationnelle, plus dépendante encore d'une société mondialisée, elle-même plus difficile à définir.

L'invention de la Géographie est inséparable de l'évolution de la société et les géographes participent à leur tour à cette évolution dans une ré-invention continue : demeure toujours **la question du rapport à la fois savant et idéologique que les géographes entretiennent avec le monde.**

Jean-Marc PINET

DEBAT

1. Pierre-Yves Péchoux (Enseignant-chercheur en Géographie à l'Université de Toulouse II et président de la Société de Géographie de Toulouse) :

- *Le sort de la Grèce n'a pas été réglé par le traité de Versailles, mais dès 1913 par la guerre des Balkans, retouché en 1922, puis à nouveau en 1947 (récupération du Dodécannèse).*
- *Elisée Reclus ne peut être mis sur le même plan que les autres géographes : il était exclus par eux, y compris par la Société de Géographie de Toulouse.*
- *Il y a en fait deux géographies depuis la naissance de la discipline : une géographie contestataire (et minoritaire) et une géographie de l'établissement (qui se contente de faire un état des lieux).*
- *La Géographie est peut-être née de l'Histoire, mais celle-ci ne l'a jamais reconnue. Dans une rivalité d'ordre sociale, les Historiens accaparent longtemps tous les postes d'enseignement de la Géographie à l'Université. A Toulouse, Daniel Faucher est le premier géographe à enseigner, en 1926. Situation comparable à celle des lycées aujourd'hui où 80% des enseignants, qui enseignent aussi la Géo, sont des Historiens.*
- *Le concept de géosystème est une invention soviétique, plus précisément géorgienne (Nicolas Beroutchachvili), qui a ensuite été traduite et répandue en France.*
- *Enfin le plus important est la question du caractère scientifique de la Géographie. Une science suppose une méthode, une problématique, qui continuent à manquer.*

Jean-Marc Pinet :

- D'accord pour les compléments sur Elisée Reclus, les rapports entre Historiens et Géographes, ou les "deux Géographies" dont j'ai parlé à plusieurs reprises. D'accord aussi pour les rectifications que tu qualifies toi-même de "détails", notamment sur la Grèce (un lapsus de ma part), ou sur l'origine du géosystème (impossible d'entrer dans les détails en si peu de temps).
- Mais le plus important pour moi est ta remarque finale sur le caractère non scientifique de la Géographie. C'est une question qui divise les géographes et pour laquelle je n'ai pas de réponse, mais plutôt une façon de poser le problème différente de la tienne. Mon approche est celle de l'invention de la Géographie entre géographes et société, entre l'idéologie sociale du moment et la recherche qui se veut scientifique : il ne s'agit pas seulement de méthode ou de problématique, mais de la façon dont celles-ci s'inscrivent dans l'idéologie de leur temps et tentent en même temps de la déconstruire. Le rapport au monde de tout scientifique, y compris le géographe, se situe dans cette ambivalence.

2. Un candidat au CAPES d'Histoire-Géographie :

- *Sur un sujet de Géographie rurale, depuis Vidal de la Blache, quelle est la référence épistémologique la plus récente ?*
- *Merci de préciser ce qu'est le programme RECLUS.*

J.M.P. :

- Le programme RECLUS est un programme de recherche dont l'originalité est d'associer, au sein d'un Groupement d'Intérêt Public, les Universitaires et les Pouvoirs publics. C'est une formule neuve en 1983, un des événements des 25 dernières années en Géographie. Son but : étudier les changements dans les localisations et les unités spatiales, la répartition des hommes et de leurs activités dans l'espace.
- Quant à la "Géographie rurale"... on en parle encore ? Non ! Voilà la réponse.

3. Christian Béringuier (géographe UTM) :

- *Quelques mots sur Daniel Faucher (1881-1970) à l'intention des générations à venir : elles connaissent surtout son nom parce qu'il a été donné à la Cité Universitaire qu'il a lui-même contribué à créer. C'était une personne de grande qualité humaine, humaniste cultivé, un des premiers intellectuels toulousains à créer vers 1941-42, avec Raymond Badiou (futur maire de Toulouse), un réseau de Résistance. Toujours tourné vers l'enseignement, il donnait encore vers 1950, alors qu'il était en retraite, des conférences publiques très suivies. C'était aussi un géographe très engagé, qui a créé le premier Comité de développement économique et territorial avec les pouvoirs publics. A la fois un savant universitaire et un géographe actif dans la société.*
- *Tu as mis l'accent sur les relations entre sociétés et géographes, en insistant sur l'influence des premières sur les secondes. Ma question est inverse : quand les géographes ont-ils vraiment marqué la société ? Non par l'enseignement, mais un apport décisif, comme par exemple celui d'Adam Smith en économie ? En fait, les géographes n'ont jamais cette importance, ils ont été surtout des prestataires de services (dès le XVIII^e s. avec la cartographie au service de l'Etat). Le contre-exemple serait Elisée Reclus, un des premiers à classifier les activités économiques selon leur apport à la société (destructeur, neutre, positif).*

J.M.P. :

- Il n'y a pas en effet de géographes comparables aux grands penseurs qui marquent la société, comme Lévy-Strauss par exemple. Peut-être Vidal et de Martonne à la fin du XIX^e s. et au tournant du XX^e ? Mais on peut distinguer la recherche théorique, où les géographes n'émergent guère, et l'engagement dans la société où des géographes de gauche (Yves Lacoste par exemple) ont joué un rôle politique certain.
- Par contre, depuis une dizaine d'années, émerge une demande nouvelle de Géographie. Quand nous avons lancé les cafés géo à Toulouse en 1999, un an après Paris, on n'osait croire à un succès qui nous a surpris. La Géographie progresse aussi dans la médiatisation, prenant même le relais de l'Histoire, avec les émissions comme "Le dessous des cartes" ou "Planète Terre". Les journaux télévisés sont maintenant accompagnés de cartes, les GPS équipent les voitures. Il y a une demande sociale de Géographie, peut-être en liaison avec la mobilité et la mondialisation de notre société.

4. Je reviens sur l'impact de la Géographie sur la société, mais pas dans le passé (géographie coloniale, aménagement du territoire, etc.). Des Lumières au XVIII^e s. au marxisme du XX^e s., n'y a-t-il pas une même idéologie du progrès ? La vraie rupture actuelle ne serait-elle pas dans l'abandon de cette idéologie du progrès, avec par exemple la question du développement durable ou la mise en cause du "tout technique" ?

Pascal Michel (animateur des cafés géo) : La nouvelle invention de la Géographie se fait non sur l'idée de progrès, mais sur celle que la Terre est menacée. Depuis les années 90, la demande de géographie vient de cette idée que la terre se dégrade, se réduit, s'abîme...

J.M.P. : Ce n'est pas la Terre qui s'abîme, c'est nous, la société, les hommes. Il n'y a pas de catastrophe naturelle, mais un problème de survie sociale, d'adaptation des sociétés à de nouvelles données naturelles dont elles sont en grande partie responsables par la recherche du progrès à tout prix. Mais c'est un problème de société, et non de climat ou de ressources naturelles. L'échec de l'idée de progrès est en effet un tournant radical dans l'idéologie actuelle, et du coup dans la recherche géographique, qui, en France du moins, s'est encore peu penchée sur la question du réchauffement climatique et de la réponse que lui donne la société à l'échelle mondiale.

5. Un étudiant : *Trois points n'ont pas été abordés dans votre introduction :*

- *la Géographie liée à la société militaire, depuis Hérodote jusque vers 1870 en passant notamment par le XVIII^e s.*
- *la Géographie dans les autres pays que la France.*
- *le développement de la Géographie lié à la mobilité et au tourisme. Je suis surpris de trouver dans un guide touristique récent une présentation régionale digne de Vidal (géographie physique puis géographie humaine).*

J.M.P. :

- J'ai volontairement choisi de limiter mon sujet à la période qui commence après 1870 et à la Géographie française uniquement.
- Les Géographes s'intéressent aux questions militaires, qui sont en même temps des problèmes géopolitiques. Le Festival International de Géographie, qui se tient à Saint-Dié-des-Vosges depuis 1992 chaque le premier week-end d'octobre, a pour thème cette année "Entre guerres et conflits : la Planète sous tension".
- La question des frontières, liées à de nombreux conflits militaires, a été étudiée par Michel Foucher ("*Fronts et frontières*", 1988). Un exemple concret : les limites coloniales en Afrique ont été maintenues après l'indépendance. Mais les limites coloniales étaient de nature administrative et n'empêchaient pas le nomadisme des troupeaux et des ethnies. Aujourd'hui, ce sont des frontières d'Etat, infranchissables sans douanes et visas. Même problème en Asie centrale où les limites internes à l'URSS sont devenues des frontières extérieures souvent protégées militairement.
- Les géographes utilisent des cartes (qu'ils ne fabriquent pas forcément : l'état-major avant la 1^e G.M., l'Institut Géographique National aujourd'hui). Trois exemples :
 - Y. Lacoste compare la carte des bombardements américains au Vietnam avec celles des villes (peu touchées) et de l'irrigation (visée pour affamer les villes).
 - Roger Brunet fait la cartes des *goulags* : ils ne sont pas, comme on le croyait, isolés au fond de la Sibérie, mais majoritairement situés en Europe près des villes : ce sont des camps de travail gratuit et pas seulement d'emprisonnement.
 - Jacques Lévy survole le mur entre Israël et la Cisjordanie : ses sinuosités enclavent soit des colonies israéliennes protégées, soit des villages palestiniens faciles à isoler. C'est une carte de colonisation, non de protection d'Israël.

6. Et comment expliquer le relatif isolement de la Géographie française par rapport à la Géographie anglo-saxonne notamment ?

J.M.P. :

- Il n'y a pas toujours eu isolement : l'école française de Géographie au début du XX^e s. était une référence pour les autres pays. A l'inverse, la sclérose d'une géographie de l'*establishment* après la 2^e G.M. a isolé la recherche française.
- Je reviens sur la problématique de ce café géo : je ne dis que la société détermine le travail du géographe. Seulement que le géographe n'échappe pas à la société dans laquelle il travaille et qu'en même temps il peut influencer sur elle. C'est une problématique qui concerne toutes les sciences, y compris les sciences dures. Peut-être a-t-il fallu dans le passé brûler quelques savants hérétiques pour faire avancer la science et modifier l'idéologie d'une société ?

7. Une étudiante : *Quelle différence entre déterminisme et possibilisme ? Est-ce la même chose ? Vidal de la Blache était-il un possibiliste comme le disait Lucien Febvre ?*

J.M.P. La question s'est surtout posée après Vidal de la Blache, mort en 1918 et qualifié de possibiliste en 1922 seulement.

- le déterminisme, c'est la Nature qui s'impose à l'homme et détermine la société.

- le possibilisme : la Nature offre plusieurs possibilités et la société choisit en fonction des siennes. Exemples : le Roussillon horticole et l'Espagne céréalière.

Dans les deux cas, c'est la Nature qui propose et l'homme qui subit ou choisit. Cette présence de la Nature s'inscrit dans une problématique Homme/Nature, une querelle interne au siècle dernier, qui n'a plus de sens aujourd'hui.

8. Un étudiant : *Surprenant pour ma génération, ce refus absolu du déterminisme depuis plus de 50 ans. Serait-ce la trace d'une idéologie cartésienne du progrès, qui voulait mathématiser le monde ? En poursuivant cette césure entre l'homme et la nature, ne risque-t-on pas de se couper de cette idéologie contemporaine qu'est le développement durable ?*

Danielle Montet (philosophe, UTM) : Le frontispice de l'ouvrage d'Elisée Reclus montre un homme regardant la terre dans le cosmos, établissant ainsi une relation entre géographie et cosmologie. Descartes était plutôt du côté de la seconde que de la première. La mathématisation de la nature est bien un projet cartésien, dont le but est nous rendre "comme maître et possesseur de la nature" par le biais de la connaissance de celle-ci. Quand on connaît un phénomène, il n'est plus vécu sur le mode du déterminisme mais sur celui d'une intervention humaine possible.

Christian Béringuier (géographe UTM) : Toute cette période fin XIX^e-début XX^e s. est marquée par la recherche d'idées très simples que puissent comprendre ce qu'on appelait alors les "masses" populaires. Le déterminisme est l'une de ces idées simples, qui contribue à la sclérose de la pensée dans le contexte de cette époque. Rien de spécifique aux géographes : c'est plutôt un ensemble politico-idéologique de l'époque.

J.M.P : La formule de Descartes "l'homme maître et possesseur de la nature" est l'une de ces idées simples, qui porte en elle-même un danger, comme si l'homme pouvait maîtriser et posséder la nature. C'est ce que l'on retient si on n'a pas étudié Descartes, qui n'y est pour rien.

Danielle Montet : Descartes dit "comme" maître et possesseur de la nature. Ce "comme", oublié par la doxa, est important et dit bien que la formule doit être utilisée avec précaution : la connaissance de la nature met l'homme dans une position analogue à celle de son maître et possesseur (pour Descartes : Dieu), sans qu'il soit pour autant à cette place.

Compte-rendu du débat établi par
Jean-Marc PINET

Lectures

Outre les ouvrages signalés dans l'introduction et le débat, trois références :

- *Deux siècles de géographie française*, Choix de textes présentés par Philippe Pinchemel, Marie-Claire Robic et Jean-Louis Tissier, Editions C.T.H.S., 1984.
- *Introduction à la géographie*, Robert Marconis, Editions Armand Colin, 1996.
- *Couvrir le monde – Un grand XX^e siècle de géographie française*, Marie-Claire Robic (coordinatrice), Didier Mendibil, Cyril Gosme, Olivier Orain et Jean-Louis Tissier, Equipe de recherche Epistémologie et Histoire de la Géographie, Ed. ADPAF, 2006.

